

LETTRE À L'INDÉPENDANTISTE

Jonathan Durand Folco

Je dois tout d'abord te souhaiter mes condoléances, car le départ de ton chef ne sera pas sans conséquence sur l'avenir d'Option nationale et du mouvement souverainiste. C'est un moment historique qui est en train de se jouer, et tu es, pour le meilleur et pour le pire, situé à la frontière des plaques tectoniques responsables de ce tremblement de terre. La politique est une chose fascinante, semblable à la vie, qui est à la fois extrêmement dynamique et libre, et parsemée de contraintes et de contradictions qui déterminent parfois sa trajectoire dans la longue durée.

Qui aurait deviné que cette jeune et fringante formation politique, qui n'hésite pas à éduquer le peuple de la nécessité historique de la souveraineté, frapperait une telle crise aussi rapidement, avec le départ soudain de sa tête dirigeante. Tous s'entendent pour dire que l'Idée d'Option nationale, c'est l'indépendance. Mais une abstraction ne peut devenir matérielle sans un cerveau qui la pense, la réfléchit et lui donne une forme. C'est bien l'image, le discours, la pédagogie du LIT et l'allure générale du parti qui ont été élaborés par Jean-Martin Aussant, qui aura été un chef attentif à l'esprit du temps. Simplicité, clarté et sincérité sont les grandes vertus de son approche, qui donne une couleur et une forme compréhensible au projet colossal de la souveraineté. D'une certaine façon, il aura été celui qui aura le plus « démocratisé » l'idée d'indépendance depuis les quinze dernières années, en forgeant une nouvelle culture souverainiste, jeune et convaincue.

« Créer une nouvelle culture ne signifie pas seulement faire individuellement des découvertes « originales », cela signifie aussi et surtout diffuser critiqueusement des vérités déjà découvertes, les « socialiser » pour ainsi dire et faire par conséquent qu'elles deviennent des bases d'actions vitales, éléments de coordination et d'ordre intellectuel et moral. Qu'une masse d'hommes soit amenée à penser d'une manière cohérente et unitaire la réalité présente, est un fait « philosophique » bien plus important et original que la découverte faite par un « génie » philosophique d'une nouvelle vérité qui reste le patrimoine de petits groupes intellectuels. » - Antonio Gramsci

Cet héritage pédagogique, le « Aussant éducateur », doit être précieusement conservé dans la mémoire militante. Pourtant, il ne saurait

pas sage de continuer à porter le projet qu'il aura contribué à former, sans examiner les raisons profondes de l'impasse dans lequel il se trouve actuellement. Derrière les motivations familiales très réelles qui motivent son départ, une décision subite de la sorte ne peut pas être le résultat d'un choix calme effectué dans la confiance en l'avenir souverainiste. Devant l'immense travail d'organisation qui devra être accompli d'ici les prochaines élections, l'absence d'une circonscription gagnable dans la région montréalaise, et l'impossibilité d'effectuer des ententes avec les autres partis, il y a un blocage réel de la « convergence nationale ». L'éclatement de la famille souverainiste est bien entamé, avec la création de Québec solidaire en 2006 et d'Option nationale cinq années plus tard, deux frères sortis de la cuisse de Jupiter.

Ces deux partis représentent en fait deux parties essentielles du projet inachevé de la Révolution tranquille, qui ne sont plus portées par son dernier grand véhicule politique : le Parti québécois. Depuis la montée du « [bouchardisme](#) » qui est devenu l'esprit dominant du mouvement nationaliste, que ce soit sous sa mouture autonomiste avec l'ADQ et la CAQ, ou dans le virage néolibéral et conservateur du PQ, nous, progressistes et indépendantistes, sommes devenus les « orphelins de Bouchard ». Québec solidaire s'est rassemblé autour de la gauche, c'est-à-dire l'idée d'émancipation sociale, perspective à partir de laquelle elle interprète la question économique, écologique, politique, démocratique et nationale. De son côté, Option nationale s'est réuni autour de l'idée initiale de René Lévesque, qui voulait faire une coalition entre toutes les classes sociales à l'intérieur d'un projet rassembleur, à couleur social-démocrate qui reflétait l'esprit du temps.

QS reprenait à son compte l'idéal de Parti pris et de l'aile ferrettiste du RIN, qui ne pouvaient pas séparer l'indépendance du féminisme et du socialisme. Cette frange radicale, qui souhaitait d'abord poursuivre le travail d'éducation populaire afin de préparer la « rupture » avec l'ordre économique et politique dominant, en créant un réel parti des travailleurs où l'émancipation nationale serait avant tout celle du « peuple » québécois et non de son élite, fut exclue dès l'origine par le mouvement souveraineté-association de René Lévesque. Lorsque celui-ci fonda le Parti québécois et que Pierre Bourgault décida de saborder le parti pour rejoindre le grand véhicule de la coalition, la voie « indépendantiste » est disparue en tant que force politique organisée. Malgré l'hégémonie du courant marxiste-léniniste dans les années 1970, la lente reconstruction de la gauche dans les vingt années suivantes aura finalement réussi à renouer l'articulation de la question sociale et nationale. Le manifeste « Pour un Québec lucide » aura précipité la création de Québec solidaire, établissant les germes d'un

nouveau nationalisme contre-hégémonique, rompant avec la domination péquiste, le néolibéralisme et le conservatisme.

Pourtant, l'émergence de la nouvelle gauche féministe, écologiste et altermondialiste n'aura pas réussi à convaincre les nationalistes « progressistes » adhérant encore à l'idéal du modèle québécois, au primat de la question nationale sur la question sociale, et à un pragmatisme économique mélangeant des éléments de néolibéralisme et d'étatisme redistributif. Ceux-ci seront restés dans le champ gravitationnel de la constellation péquiste, jusqu'au moment où celle-ci aura renoncé à l'objectif premier de la souveraineté pour mieux se consacrer à la « bonne gouvernance » menant aux conditions gagnantes. Si le virage néolibéral aura d'abord irrité les solidaires en les obligeant à former leur parti, le virage autonomiste initié par Bouchard et prolongé par Marois aura irrité les souverainistes pressés, ces « caribous » décriés par Legault.

Avant de savoir si le parti pourra survivre au départ de sa tête dirigeante, il faut se demander quel est le but premier de l'organisation, et le meilleur moyen de l'atteindre. Si l'idéal est celui-ci de René Lévesque, alors le discours méta-péquiste continuera d'exercer son hégémonie en attendant que le principal parti décide de délaisser son bouchardisme pour revenir à ses sources. Cela est-il possible ? Si nous comprenons bien la conjoncture sociale, économique, politique et historique, il semble que le Parti québécois frappera un mur aux prochaines élections, ce qui entraînera la crise définitive du souverainisme sous toutes ces formes. Une nouvelle course au leadership pourrait alors être envisagée, celle-ci pouvant attirée les candidatures de Bernard Drainville, Jean-François Lisée, Pierre-Karl Péladeau, et qui sait, peut-être Jean-Martin Aussant.

Dans ce scénario peu probable, mais envisageable, l'économiste souverainiste et pragmatique répliquerait le schème de Jacques Parizeau, son père spirituel, qui quitta le Parti québécois lors de la crise du « beau risque » en 1984, avant de revenir à la tête du parti quatre ans plus tard. Aussant reviendrait-il sauver le grand véhicule souverainiste après son éventuelle défaite de 2014, afin de relancer un processus souverainiste pour 2018 ? Il est difficile de ne pas faire référence à cette célèbre remarque de Marx : « Hegel fait remarquer quelque part que, dans l'histoire universelle, les grands faits et les grands personnages se produisent, pour ainsi dire, deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde comme farce. »

Cependant, si le but ultime est l'indépendance, et non la formule pédagogique du LIT qui n'est que la représentation sensible de ce principe, alors il faut se demander si la forme même d'Option nationale est encore appropriée pour répondre à cette exigence. Il faut prendre au sérieux le slogan préféré du chef « la cause avant le parti », en réfléchissant à la meilleure stratégie permettant de faire avancer la cause à l'intérieur des forces politiques existantes. Option nationale est en quelque sorte l'aile jeunesse, vivante et dynamique, du Parti québécois qui s'est malheureusement bureaucraté, professionnalisé et coupé de sa base militante. C'est pourquoi il ne serait pas très pratique de revenir à l'intérieur de cette grande structure, car il devient presque impossible de la modifier substantiellement de l'intérieur. À ce titre, Option nationale, le Nouveau mouvement pour le Québec et une foule d'autres organisations souverainistes ont réussi à faire avancer l'idée d'indépendance précisément parce qu'ils étaient à l'extérieur des impératifs administratifs et électoralistes du PQ.

Or, le but d'un parti est la conquête du pouvoir d'État pour appliquer son programme sur le plan institutionnel. Si Option nationale est d'abord et avant tout un organe pédagogique faisant la promotion de la souveraineté sur toutes les tribunes de l'espace public, alors il a encore une légitimité certaine en tant que mouvement politique et groupe d'éducation populaire ; mais non en tant que parti politique ! Si le but est de faire l'indépendance et que seul un parti/coalition est capable d'implanter cette réforme révolutionnaire sur le plan politique, alors il faut se demander quel parti/coalition pourrait éventuellement réaliser cette transformation. Un candidat potentiel, mais longtemps marginalisé à cause de son supposé « manque de conviction souverainiste » réside dans la principale force émergente de la scène politique nationale : Québec solidaire.

Bien que le militantisme soit d'abord une affaire « d'identité », c'est-à-dire un processus d'identification à une image, un discours, une manière de sentir qui nous ressemble, il faut dépasser ce premier stade « sensible » pour passer au stade « éthique et politique », fondé sur des principes moraux et des réflexions stratégiques. Évidemment, Québec solidaire n'a pas la même culture politique, la même image qu'Option nationale, il est moins « respectable » aux yeux de la population, car souvent démonisé par les chroniqueurs de droite et les médias de masse. Ce parti est craint non pas parce qu'il est « extrémiste », mais parce qu'il dérange l'ordre établi, amène des idées subversives et ose remettre en question des lieux communs, en proposant des alternatives qui ne sont pas seulement cosmétiques. Sur ce point, le nationalisme de Bourgault résonne particulièrement bien dans l'enceinte solidaire, car celle-ci cherche à

définir une émancipation nationale et populaire qui refuse de flatter la classe dominante dans le sens du poil.

« Je suis obligé de terminer très rapidement en vous disant que nous devons refuser de tenter de nous faire une image de respectabilité qui soit l'image traditionnelle des notables, des possédants, des riches et des bourgeois. La respectabilité, ça n'est pas une image. C'est ce à quoi on arrive quand après des années, on se retrouve fidèles à ses objectifs du début, fidèles à ses principes du début et fidèles à ses rêves du début. C'est de cette respectabilité-là que nous devons vivre. Voyez-vous, ce qui n'est pas respectable aujourd'hui peut l'être demain, aussi bien chez les hommes que pour les idées. Ho Chi Minh n'était pas respectable il l'est devenu. Castro n'était pas respectable il l'est devenu. De Gaulle n'était pas respectable il l'est devenu, parce qu'ils sont restés fidèles à leurs rêves de jeunesse. »

http://www.m-e-s.org/gauche/bibliotheque/histoire/1971-02-28_bourgault

Québec solidaire est né du même terreau qu'Option nationale, d'une jeunesse en quête de liberté, d'une génération post-référendaire, ouverte sur le monde et précisément souverainiste dans le but de se faire entendre sur le plan international. La défense de la culture, mais aussi de la justice sociale, de l'environnement, de la démocratie, toutes ces valeurs sont partagées par QS et ON, à divers degrés. La différence fondamentale entre les deux organisations demeure la grille d'analyse permettant de concrétiser ses objectifs : critique pour la première, méta-péquistique pour la seconde. Ce qui manque à la première pour convaincre la seconde de se joindre à elle, c'est de démontrer clairement que la gauche n'est pas un frein au rassemblement pour l'indépendance nationale, mais un tremplin.

L'indépendance populaire ne sera pas d'abord le fruit des urnes, d'une élite technocratique semblable à la Révolution tranquille, mais le produit d'une convergence des mouvements sociaux, des mobilisations citoyennes de toutes sortes, groupes écologistes, étudiants, autochtones, féministes, anti-impérialistes, etc. Ce sont les acteurs du changement social qui pourront « driver » le projet d'émancipation nationale, au sens de dynamiser, piloter, mouvoir, conduire. Ce n'est pas une organisation de la société civile comme le Conseil de la souveraineté du Québec, ni des groupuscules indépendantistes, ni un grand parti vendu au nationalisme pétrolier et l'impérialisme canadien, qui pourront assurer la libération du peuple québécois.

Ni la fragmentation des luttes (postmodernisme), ni la relégation des grands débats de société sous le faux consensus de l'identité nationale (conservatisme déguisé), ne mèneront à l'indépendance. C'est la reconstruction de l'unité populaire, orientée par l'élaboration collective d'un projet de pays, qui pourra motiver et favoriser les conditions pratiques de cette transformation sociale. Il ne suffit pas de changer de pays pour garder la société et la vie quotidienne exactement comme elle est. Ce qu'il faut, c'est changer le pays, en changeant la société. Et pour changer la société, il faut changer de pays. L'indépendance n'est pas un but en soi, mais une étape nécessaire d'un projet général ; l'indépendance, c'est le « moment national » d'un processus d'émancipation globale. Celui-ci est directement lié à l'émancipation sociale des groupes subalternes, qu'ils soient autochtones, minoritaires, précaires, etc.

C'est pourquoi cela ne fait pas de sens de dire que la gauche aurait « priorité » sur l'indépendance, car celle-ci correspond à la négation d'une oppression nationale. Mais cette lutte pour la libération d'un peuple, fondée sur le principe d'auto-détermination, ne peut se faire en niant d'autres formes de domination, comme l'exploitation économique ou l'oppression des femmes, des autres peuples, des communautés culturelles, des êtres vivants non-humains, etc. Le projet national n'aura plus jamais le monopole de l'espace politique, et c'est pourquoi il s'agit de faire une synthèse, à l'aide d'une vision systématique du changement social, permettant d'assurer la réalisation effective de l'émancipation nationale.

Évidemment, ce discours ne se retrouve pas tel quel dans l'ensemble des instances du parti, dans chaque phrase des porte-parole, dans toutes les discussions du militant ordinaire, ou chez l'ensemble des électeurs de Québec solidaire. Mais il existe déjà, concrètement, à l'intérieur du programme (Un pays démocratique et pluriel, Pour un Québec indépendant), à travers de nombreuses réflexions stratégiques, et dans l'esprit général qui s'élabore progressivement à l'intérieur du parti-processus. De plus, la démarche de l'Assemblée constituante a été adoptée officiellement lors des États généraux sur la souveraineté d'avril 2013 et du congrès de Convergence nationale de mai 2013, consacrant ainsi, contre toute attente, la stratégie de Québec solidaire comme voie privilégiée du mouvement souverainiste. Nul ne peut donc dire que cette formation n'est pas « vraiment » souverainiste, alors que sa position est devenue dominante et qu'elle est intégrée depuis un bon moment dans son programme.

Finalement, cette lettre ne s'adresse pas à l'ensemble des militant.es

d'Option nationale, qu'ils soient de centre, de gauche ou de droite. Elle vise d'abord les nationalistes progressistes, les patriotes adhérant à l'esprit républicain, les défenseurs du bien commun et des institutions qui permettraient au peuple québécois de s'auto-gouverner. Cette lettre s'adresse à toi, l'indépendantiste, personne amoureuse du Québec, qui s'est immédiatement reconnu dans le discours accrocheur d'Option nationale, avec une sympathie toujours latente pour son principal frère, Québec solidaire.

Tu considères celui-ci comme la deuxième meilleure option, car tu sais au fond de toi que le Parti québécois est mort depuis longtemps. Mais tu te reconnais à travers le discours de ton chef et ton parti, et tu hésites encore à faire le saut vers un monde inconnu, qui a maintes fois été critiqué par tes pairs. Tu as peut-être peur de te sentir à l'étroit, à côté de féministes, écologistes ou socialistes, qui n'auraient pas un véritable intérêt pour l'indépendance, voyant celle-ci comme un aspect secondaire de la question sociale, un simple instrument technique, sans dignité autre, pour la réalisation d'un programme de gauche auquel la population n'adhère pas encore.

Si certains solidaires croient cela, c'est qu'ils ne reconnaissent pas encore que l'indépendance est d'abord le fruit d'une lutte, d'une grande entreprise de libération collective, au même titre que les luttes pour l'abolition de l'esclavage, le mouvement des noirs, des femmes, etc. L'indépendance est fondamentalement un combat pour la liberté, la dignité, l'égalité et la solidarité. Si tu as peur de te retrouver désorienté au sein du parti, de ne pas trouver de personnes partageant la même « sensibilité politique » que toi, sache que la Commission thématique sur la souveraineté compte de nombreux membres et qu'elle est l'une des plus dynamiques de Québec solidaire. De plus, rien ne nous n'empêche de former une tendance politique à l'intérieur d'un collectif, à la manière de Gauche socialiste ou Décroissance conviviale.

Ainsi, pourquoi ne pas fonder le collectif « Gauche indépendantiste », qui réunirait les nationalistes progressistes, républicains, indépendantistes et autres ardents défenseurs de cette lutte pour la libération et l'auto-gouvernement du peuple québécois ? Celui-ci aurait comme mission d'articuler le programme du parti à l'intérieur de la perspective de l'indépendance populaire, qui pourrait former le pivot conceptuel et stratégique d'une véritable mobilisation de masse, basée sur une éducation politique des membres et de la population. Ceci est une invitation, à toute

personne ou groupe se sentant interpellé par la perspective d'une libération nationale et solidaire.

Enfin, il faut reconnaître que « grande famille souverainiste » est en train d'éclater sous nos yeux : les ententes électorales entre les trois partis sont définitivement écartées, le Nouveau mouvement pour le Québec a perdu son leader Jocelyn Desjardins, Marois décline dans les sondages, Ayscough délaisse son parti en pleine crise, le Conseil de la souveraineté souhaite changer son image sans réussir à se réinventer véritablement. Mille et un facteurs expliquent cette importante transformation, et c'est pourquoi il faut prendre le temps de réfléchir et de faire un bilan historique qui dépasse les causes immédiates de cette crise. Celle-ci n'est pas conjoncturelle, mais structurelle. Il n'est plus possible de ressusciter l'idée phare de René Lévesque, car elle appartient à l'époque révolue de la Révolution tranquille. Pour le meilleur et pour le pire, ce processus s'est arrêté brusquement au début des années 1980, et la révolution est morte après le deuxième échec référendaire.

Prenons acte de l'histoire sociale, culturelle, économique, politique du Québec contemporain, et reposons le projet d'indépendance sur une nouvelle base. Il n'est plus possible de mettre un seul enjeu au-dessus des autres, que ce soit la lutte contre la pauvreté, la souveraineté, la défense des espèces menacées ou la paix dans le monde. La crise systémique du capitalisme, de l'environnement et de la démocratie nous oblige à proposer une alternative désirable, viable et atteignable, liée à une théorie de l'émancipation basée sur l'idée de la justice sociale et politique, une critique de la reproduction des schèmes de domination, l'analyse des contradictions qui ouvrent des possibilités d'expérimentation, et une perspective stratégique de la transformation des institutions. L'indépendance n'est pas autre chose qu'une pratique collective visant à libérer l'avenir du Québec, dans tous les sens du terme.